



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100 F

N°8 - 29 AOUT 1985 -

HEBDOMADAIRE

18^{ème} JOUR DE
GREVE DE LA FAIM

3 INNOCENTS AU SEUIL DE LA MORT!



QU'EST-CE QUE LA POLITIQUE ? EST-CE QUE LE CHRETIEN PEUT FAIRE DE LA POLITIQUE ?

Voilà deux questions que l'Eglise Evangélique d'Ouvéa posent aujourd'hui à tous les hommes qui luttent sur le terrain depuis le 18 novembre 1984, pour la libération du peuple kanak.

Personnellement, en tant qu'homme responsable de l'Eglise et de la Politique, je critique fermement ces questions, car ce sont là des questions posées par des gens qui n'ont jamais été sur le terrain de la lutte depuis 130 ans de colonisation.

Ces individus s'amuse aujourd'hui à formuler de pareilles questions pour démobiliser la masse du peuple kanak qui est là, présente, depuis le 18 novembre pour nous libérer de l'esclavage du colonialisme.

Dans cette période de lutte difficile, nous, Responsables de l'Eglise de toute vocation : pasteurs, diacres, enseignants et autres, notre politique c'est d'être avec le peuple sur le terrain de la lutte pour dénoncer l'injustice coloniale dont nous souffrons depuis 130 ans.

Aujourd'hui, nous, chrétiens kanaks prions tous les dimanches dans les temples ou qui n'y mettons plus les pieds, notre premier rôle en tant que serviteurs de Dieu est de sauvegarder notre vie, notre race, notre société, notre Peuple

qui se trouve en contact permanent avec le colonialisme et le capitalisme.

Pour nous, responsables de l'Eglise, je pense que la réalité est là, depuis le 18 novembre 1984. Il n'est plus question d'étiquette religieuse ou politique, mais c'est un devoir urgent à assumer que celui de lutter pour libérer notre peuple. C'est la plus simple des choses à comprendre.

La lutte aujourd'hui est celle des Kanaks colonisés et exploités. C'est une lutte de la masse pour l'intérêt du peuple et non pas une lutte d'intérêts personnels pour se remplir les poches.

A présent, il n'est plus question de réfléchir ou d'analyser quoi que ce soit. C'est le temps de l'engagement à montrer notre détermination pour la lutte de libération kanake. Notre force et notre droit sont dans nos propres mains. Depuis 130 ans, Dieu nous a confié un peuple qu'il faut libérer, mais depuis, on ne fait rien. On se contente d'aller prier chaque dimanche au temple et c'est tout. Dans Genèse 2/15 il est dit : « L'Eternel Dieu prit l'homme et le plaça dans le jardin d'Eden pour le cultiver et le garder ». De même, Dieu a pris le Kanak et le plaça dans la terre de Kanaky pour la cultiver et la garder. Malheureusement, cette terre a été spoliée, volée et exploitée injustement par le colonialisme français. C'est INJUSTE devant Dieu et devant le peuple kanak. Voilà une vérité biblique et politique.

Depuis le 18 novembre, on a montré aux Blancs qu'on existe sur notre terre

et que l'on a planté notre drapeau Kanaky en signe d'affirmation d'une identité revendiquée.

Quant à nous, Responsables de l'Eglise, il faut aujourd'hui parler de l'IKS sur le terrain de lutte avec le peuple et non plus derrière les bureaux et les voyages touristiques. On dit, on parle, mais pour faire, on se cache et on laisse d'autres s'engager seuls et recevoir des critiques et lorsque c'est fini, on dit que c'est bon et c'est pour nous tous.

Non ! Non ! Il faut arrêter aujourd'hui cette méthode de lutte dans l'Eglise. Maintenant, Dieu nous appelle à s'engager dans la lutte, devant le peuple et non pas à l'arrière. Notre premier

devoir est de guider le peuple à son destin.

Il ne faut plus dire que la Politique, c'est Satan, c'est le péché, car cet Enseignement vient encore de ceux qui nous ont apporté la Christianisme en nous imposant des Statuts et des Constitutions dans l'Eglise qui interdisent de faire ou de parler de la Politique.

La Politique n'est pas un tabou, mais une responsabilité qu'il faut assumer pour prendre le pouvoir en main.

Le peuple kanak est le seul responsable de sa lutte de libération nationale. Pour la mener à bien, il se dote d'une force de lutte efficace : Le FLNKS.

Je lance ici un appel au sein du FLNKS d'Ouvéa, à nous tous Kanaks des deux Eglises pour que notre rôle et notre but dans cette lutte difficile pour la libération totale de notre peuple est de s'engager pleinement sur le champ de bataille et de ne pas se cacher en prétendant être un religieux.

Il est très urgent pour nous, peuple kanak, de s'unir et d'organiser la conquête de la liberté et de la dignité.

Il n'est plus question maintenant de vanter son Parti majoritaire ou plus révolutionnaire, mais il faut garder l'UNITE, c'est là notre seule force : le FLNKS contre l'opresseur colonial, le capitalisme et l'impérialisme.

Pour conclure, je vous cite ce verset biblique dans l'Evangile de Luc au chapitre 44/V18 « L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce qu'il m'a conféré l'onction pour annoncer la bonne nouvelle aux pauvres. Il m'a envoyé proclamer aux captifs la libération, renvoyer les opprimés en liberté.

A toi, BWENANDO ! Je te remercie de transmettre mon message à d'autres frères kanaks colonisés politiquement et évangéliquement.

Je souhaite que par toi, BWENANDO de pouvoir passer ma voix dans tout Kanaky car il y a beaucoup de gens qui ne veulent plus m'entendre et par toi, ils vont me comprendre. Merci, merci encore.

QUE LA LUTTE CONTINUE !

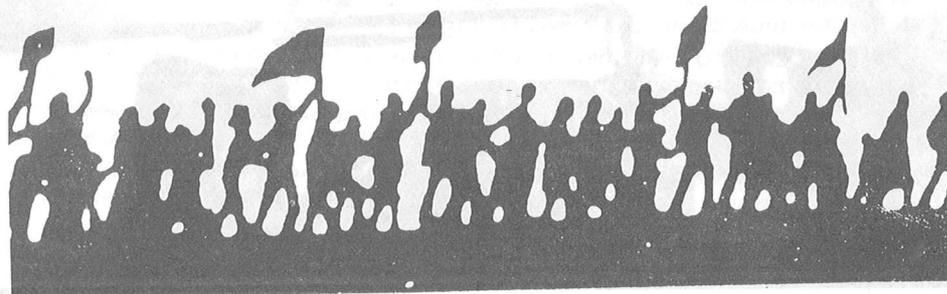
Pasteur ADJUHNYIOP Simona
Hwadrilla Ouvéa - KANAKY -

BWENANDO
Le premier journal de Kanaky
BP 1671 - NOUMEA
Directeur de la publication:
Léopold JOREDIE

Composition / Montage
EDIPOP
Impression à 4000 exemplaires par ICP

ABONNEMENTS

Abonnement de soutien :
10.000 F
Nelle Calédonie :
1 an : 5.000 F CFP
6 mois : 2.500 F CFP
FRANCE :
Avion, 1 an : 7.850 F CFP
VANUATU :
Avion, 1 an : 6.250 F CFP
AUSTRALIE - Nelle ZELANDE :
Avion, 1 an : 6.450 F CFP
POLYNESIE FRANCAISE :
Avion, 1 an : 6.150 F CFP
WALLIS - FUTUNA :
Avion, 1 an : 5.450 F CFP
EUROPE :
Avion, 1 an : 8.850 F CFP
AMERIQUE :
Avion, 1 an : 8.150 F CFP
Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.



L'ARCHIPEL DU CAMP EST

Au moment où vous lirez ces lignes, vous saurez que 3 jeunes kanaks, originaires de la région de Hienghène, en sont à leur 18ème jour de grève de la faim au Camp-Est pour proclamer leur innocence.

BOI Apollinaire, 20 ans et demi, incarcéré le 15 décembre 1984, HOUALA Georges, 22 ans et MAYAT Fernand, 28 ans, incarcérés le 10 janvier 1985, ont choisi de ne plus s'alimenter depuis le lundi 12 août afin de protester contre leur détention arbitraire et pour exiger leur libération immédiate. Un quatrième gréviste de la faim, TEAVO Cyriaque, incarcéré pour les mêmes raisons le 13 décembre 1984, a été libéré le 21 août 1985 à 16 h maintenu sous contrôle judiciaire.

Depuis le 19 août au matin, NAWARI Victor, un responsable FLNKS dans la région de Koné, est entré lui aussi bien que malade, en grève de la faim pour soutenir les 3 frères de Hienghène.

Une semaine plus tard, lundi 26 août, ce sont près d'une vingtaine d'autres frères qui ont rejoint à leur tour leurs camarades et cessé de s'alimenter. Les dernières nouvelles en notre possession sont extrêmement alarmantes et font état d'une aggravation sérieuse de la santé de nos 3 frères grévistes, qui souffrent de maux de têtes chroniques, de douleurs violentes à l'estomac, de chutes de tension brutale et des pertes de connaissance qui révèlent que leur grève de la faim est entrée dans sa phase critique. Mais leur acte désespéré est symptomatique des conditions de détresse absolue des prisonniers politiques kanaks livrés à un appareil judiciaire colonial qui n'hésite plus à recourir aux pires méthodes sadiques des régimes totalitaires pour combattre «l'ennemi intérieur».

Les 3 jeunes de Hienghène ont été appréhendés par la gendarmerie puis incarcérés dans le cadre de l'enquête sur «l'affaire Lucien Georges». Le seul élément du dossier d'accusation repose sur une prétendue «dénonciation» d'une jeune fille. Or, cette personne, après deux confrontations devant le juge d'instruction, a fini par avouer que ce qu'elle avait déclaré était faux et qu'elle avait été poussé par des gens pour charger les 4 camarades du meurtre de Lucien Georges. De fait, le jour du crime rappelons qu'il a eu lieu à Païta, à plus de 300 km de Hienghène), Mayat travaillait à la Poste, comme le prouvent plusieurs témoignages. Quant aux trois autres camarades, ils se trouvaient à la tribu, cela est formellement attesté par le Conseil des Anciens dans une lettre

envoyée au juge d'instruction.

Tous nient farouchement être impliqués de quelque manière que ce soit dans cette affaire, mais le juge d'instruction a tout de même décidé leur mise en détention préventive, sans qu'une seule charge sérieuse ne soit retenue contre eux et sans qu'un seul indice permette de penser qu'il puisse y avoir la moindre présomption de culpabilité à leur encontre. Cela fait déjà 2 mois que s'est déroulée la 2ème confrontation qui a duré environ 1 heure et demi en présence du juge d'instruction au cours de laquelle la jeune fille s'est totalement rétractée, mais cela n'a semble-t-il pas suffi à ébranler la sérénité des autorités judiciaires.

Faut-il en déduire que dans ce pays, il suffit qu'une personne anonyme en accuse une autre d'un quelconque délit, même fictif, pour se retrouver derrière les barreaux ?

Et dans ce cas, faut-il admettre que, selon les circonstances et le profil des accusés, il y aurait des «bonnes et des «mauvaises» dénonciations, des sérieuses ou des farfelues ? Car enfin, dans l'affaire des rackets, nous n'avons pas souvenir que Morini ait été incarcéré après les dénonciations de Mugnier qui «mouillait» très clairement le propriétaire du Kuendu-Beach dans toutes ces combines louches à la frontière de l'activisme politique et du gangstérisme. Même si Morini est connu pour être un activiste notoire, les juges ont estimé qu'en l'absence de preuves tangibles, il ne pourrait être poursuivi et condamné sur la base de simples soupçons ou de dénonciations. Cela est valable pour chaque citoyen, soit un Morini, un Dupont ou un Durand. Or, aucun fait matériel n'est venu corroborer la crédibilité de la «dénonciation». Rien, sinon la double volonté de réprimer une fois de plus le «délit d'opinion indépendantiste» et de se servir des camarades comme des otages.

Le calcul est monstrueusement simple : on arrête des innocents, on les maintient en détention prolongée, en escamotant que les «présomés coupables» se livrent eux-mêmes à la justice, moins par repentir que par solidarité envers des frères «injustement» arrêtés à leur place. C'est primaire, mais ça marche. BOI, HOUALA et MAYAT servent d'appât dans un troc qui n'a plus grand-chose à voir avec une morale de justice : livrons les vrais coupables et nous délivrons vos trois camarades innocents.

On se croirait revenu aux premières périodes de la colonisation lorsque l'indigène soupçonné par le «maître» d'avoir commis quelques larcins était enfermé

dans la cage à bestiaux en attendant que le colon lui manifeste son pardon et sa bonté par quelques coups de fouets assortis de corvées.

Les médias ont fait le black-out total sur cette grève de la faim et jusqu'à maintenant, aucune information n'a filtré sur ce qui se passait au Camp-Est. Ce silence contraste singulièrement avec la pugnacité affichée par les «Nouvelles» et «Combat» qui n'ont cessé de dresser des réquisitions.

des enquêtes à pleines pages et des réquisitoires publics depuis l'assassinat de Lucien Georges, soit pour fustiger les lenteurs de l'appareil judiciaire, soit pour appeler les citoyens à la délation, liste de noms de «présomés coupables» à l'appui.

Il faut rompre l'isolement de nos camarades et appeler à la mobilisation pour exiger leur libération immédiate. Le FLNKS doit tout mettre en oeuvre pour sortir ces camarades du Camp-Est où ils sont gardés en otages par une justice coloniale qui foule aux pieds les règles les plus élémentaires du droit et s'arroge le pouvoir régalien de réduire la dignité humaine à une vie de bête en cage.

Nous devons démasquer et dénoncer avec force la collusion du pouvoir judiciaire d'une partie de l'Administration coloniale, et exiger que lumière soit faite sur les agissements de la magistrature qui siège au parquet de Nouméa, à commencer par le procureur Bilbao.

Le peuple guadeloupéen a démontré que la mobilisation populaire pouvait infléchir le cours de la répression judiciaire en obtenant la libération de Georges FAISANS. Nous avons les moyens de faire reculer cette barbarie coloniale qui se drape dans le poupre pour mieux museler le droit d'expression du peuple kanak.

A l'heure où le gouvernement annonce la date officielle des élections pour le 29 septembre, il faut plus que jamais prendre le parti de la dignité et de la solidarité. C'est celui du FLNKS.

C'est celui que nos camarades grévistes de la faim attendent.



COMPTE RENDU DU MINI-CONGRES NORD A POINDIMIE

Les comités de lutte de la région Nord «FABIUS» se sont réunis en mini-congrès du FLNKS sous le signe de «l'UNITE et d'une Terre de KANAKY qui respire parce que des hommes se rencontrent dans une même lutte».

Près de 2000 militants étaient présents sans pour autant gêner une organisation matérielle qui s'est établie comme il est courant en milieu Kanak, presque naturellement. Seul le comité de lutte de Bélep était absent en raison des événements récents à Nouméa.

Le mini-congrès a entériné le programme d'actions électoral arrêté pour la région à Gatope (paru dans le no5 de BWENANDO). L'assemblée souligne cependant la nécessité que chaque comité de lutte conserve l'initiative des projets à condition de rester dans la ligne de l'IKS.

Aussi, un comité de contrôle sera en place pour veiller à l'application du programme établi. Ce même comité aura également pour rôle de veiller à la bonne conduite des élus. La démission collective est préconisée en cas de non cohérence de l'action des élus avec le programme établi.

A ce niveau de l'ordre du jour, le mini-congrès se demande si le FLNKS doit maintenir sa position d'aller aux élections alors que des amendements ont été apportés à ce jour sur le projet «FABIUS» initial. Il demande qu'une nouvelle analyse du projet soit faite et le mini-congrès prend la résolution que celle-ci soit faite à la prochaine Assemblée Générale du FLNKS qui devrait se tenir vers les 14 et 15 septembre.

Le point fort de la journée concerne l'établissement de la liste des candidats aux prochaines élections pour la région Nord. Deux commissions réparties en région «HOT MA WHAAP» et région «PAACI-CEMUKI» ont travaillé chacune à une proposition de candidats pour leur région spécifique en tenant compte d'un certain nombre de critères attribués aux candidats potentiels décidés en commun à Poum :

- Militants confirmés du FLNKS
- Non cumul de mandats électifs
- Kanaks en priorité
- Disponibilité
- Tolérant
- Natif de la région
- Savoir coutumier
- Expérience de lutte
- Discipline.

Le mini-congrès a également souhaité que soient considérées dans l'établissement de la liste :

- une alternance Côte Est, Côte Ouest dans l'ordre chronologique de la liste
- une considération des différentes zones de la région dans la composition de la liste
- une représentation des différents groupes de pression en place.

La liste fut enfin arrêtée après un long débat en prenant compte la répartition des candidats par zone de la région.

M. MARADOUR Caillard est nommé mandataire chargé des formalités et du dépôt de la liste auprès des instances compétentes.

Sur la propagande électorale, chaque comité de lutte assurera la propagande et une Assemblée Générale des comités de lutte sera provoquée à laquelle participeront les candidats de la liste.

Parmi les points divers, il a été décidé l'organisation d'une manifestation dont l'objet sera de protester contre la base militaire en Terre de Kanaky et les essais nucléaires dans le Pacifique. Deux manifestations sont prévues à Koné pour la Côte Ouest et à Poindimié pour la Côte Est. Elles devront comporter un cahier de revendications commun. Les différents comités de lutte sont chargés de penser à l'organisation des manifestations et une concertation sur le sujet devra avoir lieu à l'occasion de l'AG du FLNKS ; l'action étant prévue pour le 24 septembre.

Le mini-congrès de la région Nord demande au Bureau Politique du FLNKS d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour que cessent jusqu'aux élections toutes interventions des forces de l'ordre colonial dans les tribus ainsi que toutes émissions de mandats d'arrêts entre gens de la tribu.

Le mini-congrès émet également le souhait de maintenir après les élections «FABIUS» de la structure Mini-congrès qui, pour l'heure, joue un rôle de coordination des zones de la région.

Malgré une concentration de «fachsos» présents à l'inauguration à Poindimié le même jour (inauguration d'une espèce de lieu de rencontre des «amis de l'Amérique») organisée par un certain PATUREL, originaire de Sochaux en France, un service de sécurité sérieux a permis au mini-congrès de se terminer dans de bonnes conditions à 23 h 51.

RAPPEL DE LA DEMARCHE ADOPTEE PAR LA REGION POUR PREPARER LES ELECTIONS.

- a) Réunion de l'E. de la région à Poum.
 - Définition de lignes communes sur les différents points concernant les élections
 - critères pour être candidat
 - mise en place d'un comité de réflexions ou de contrôle
 - démarches pour plusieurs nominations des candidats et élaboration d'un programme électoral.
 - rapport des propositions et synthèse.
- b) Un comité de lutte sur les différents points arrêtés à Poum.
- c) Réunion à Gatope des délégués comités de lutte :
- d) Mini-congrès à Poindimié.
 - décisions finales.
- e) Organisation de la propagande comité de lutte.

Du Bureau Politique du F.L.N.K.S

Ce n'est pas une nouvelle rubrique proposée à BWENANDO.

Disons qu'il s'agit enfin, diront certains, du devoir d'information du BP du FLNKS aux lecteurs de BWENANDO, faut-il le rappeler, est le 1er journal de KANAKY. Cette rubrique nous semble donc être la plus élémentaire des contributions de la Direction Nationale de Kanaky à BWENANDO et à ses lecteurs militants.

Vous trouverez donc, toutes les semaines, les principales décisions du BP du FLNKS dans votre journal ; mais que nos lecteurs de la Droite (savez-vous qu'«ILS» nous lisent beaucoup ?

ne gloussent pas trop ! Il va de soit que nous ne parlerons que... de choses avouables !

Concernant BWENANDO tout d'abord : le BP a décidé de s'y investir davantage pour aider les camarades qui y consacrent déjà leurs journées... et leurs nuits ! Quatre délégués au comité de lecture ont été désignés (J.VIOLETTE, K.UREGEI, R. SIO et Y.YEIWENE ainsi qu'un co-directeur de publication (N.CAFFA).

Le Bureau Politique a d'autre part décidé de soutenir une initiative de l'ASDPK quant au jumelage de comités de lutte de Kanaky avec des comités de soutien anti-colonialistes de France ; une note à cet effet a été adressée à tous les comités de lutte. De même, le FLNKS a donné son accord pour qu'un certain nombre d'initiative soit pris pour que toute la lumière soit faite sur les lâches assassinats de nos frères P.DECLERCQ, E.MACHORO, M.NONNARO ainsi que sur toutes les affaires judiciaires en cours.

Le Bureau Politique rappelle la convention nationale sur l'EPK les 29-30-31/08 à Ponérihouen, et informe qu'une autre convention traitant des Elections (Programmes et coordination) devrait en principe avoir lieu les 14 et 15 /09 à Houailou.



INFAMIE

VICTIME INDIRECTE DU F.L.N.K.S.



Bané Kofi avait été expulsé de Lifou par les Indépendantistes le 31 décembre 1984. A son âge, il lui avait été difficile de changer ses habitudes, de s'adapter à un autre environnement, à une autre manière de vivre.

Indésirable sur son île, c'en était trop pour cet homme simple. Il en était tombé malade.

Il a été enterré hier à 15 heures, dans le cimetière de Dumbéa, loin de la terre de ses ancêtres, de la terre de sa coutume.

(LES NOUVELLES DU 27/8/85)

Mais comment peut-on écrire des insanités pareilles !

Les Nouvelles nous avaient déjà fait le coup avec le décès du Grand Chef Copé ZEOLA, et voilà qu'ils remettent ça. Une telle constance dans l'outrance, la caricature et le mauvais goût : c'est bien là le symptôme de la dégénérescence intellectuelle. Un tel délire confine à la pathologie mentale, et il faut vraiment avoir l'impudeur du blanc pour écrire des choses semblables et pleurer des larmes d'hypocrites sur la mort de vieux kanaks qui sont devenus des otages politiques d'Ukeiwé et des objets de surenchère.

« Loin de la terre de ses ancêtres » : c'est bien la première fois que les « Nouvelles » parlent ainsi de la terre kanake.

Pour faire « un papier », pour distribuer la haine, le mépris, l'amalgame.

Le jour où ces ordures crèveront, il faut espérer que ce soit loin de la terre de nos ancêtres !

CENSURE ET INCOMPETENCE

UNE HISTOIRE POUR REFLECHIR...

RFO-télévision informait le 28 novembre 1984, un important fonctionnaire d'Etat, M.X. que le conseil des ministres du gouvernement défunt, venait de limoger.

BWENANDO a enquêté :

Le fonctionnaire destitué, l'a été sans motif, sans aucune raison. L'arbitraire de cette décision ne faisait aucun doute. Une bataille juridique s'est alors immédiatement enclenchée et le Haussariat déposa lui-même un recours auprès du tribunal administratif. Face aux arguments développés par M.X. et le Haussariat, le gouvernement local recula et retira son arrêté...

Le fonctionnaire allait donc être intégré. Il n'en fut rien. Dick Ukeiwé signa un second arrêté de limogeage en invoquant cette fois-ci des motifs. M.X. aurait semé la pagaille au sein de son administration. Aucune preuve n'était apportée. Ce n'était pas en soi une nouveauté : le gouvernement local nous a habitués à ne pas s'embarrasser de principes et surtout pas de justice.

L'affaire retourna au tribunal administratif. De longs mois se sont ainsi passés avant que le tribunal ne tranche le 13 août 1985. Pendant ce laps de temps, il ne faut pas croire que le gouvernement local soit resté inactif.

Dès le 12 décembre 1984, il ordonna à M.X. de se tenir à la disposition de son administration en restant à son domicile, le salaire étant maintenu conformément aux règles en la matière. Puis il tenta d'obtenir le rapatriement de M.X. dès le mois de décembre 1984. Il récidiva en mars 1985 alors que le dossier contentieux n'était pas réglé.

De guerre lasse, constatant que les autorités centrales ne donnaient pas suite à cette demande en l'absence du jugement du tribunal, le gouvernement Ukeiwé passa brutalement à l'action dure. Des billets d'avion pour M.X. et sa famille lui furent remis le 24 juin 1985 pour un départ le 2 juillet ! M.X. résista en refusant de quitter le territoire. Le 2 juillet, le salaire fut suspendu, mais M.X. était toujours là et l'expulsion du logement n'eut pas lieu comme elle était prévue.

Puis le 13 août, le tribunal annula l'arrêté de Dick Ukeiwé. Le gouvernement local avait outrepassé ses pouvoirs. Il avait perdu. La réintégration de M.X. devenait inévitable et logique.

Il n'en fut rien. Le 27 août, M.X. a été convoqué pour recevoir communication de son dossier...

La haine des membres du gouvernement local était plus forte que le droit.. jusqu'au bout de leur pouvoir.

LA SANTE ET LES COPAINS

Dans un ultime effort, le gouvernement UKEIWE a accouché le jeudi 22 août 1985, une fois de plus, d'une décision inique, où seul l'intérêt de quelques petits copains a été pris en compte. La clinique médico-chirurgicale de la baie des Citrons a été autorisée ; cette clinique est actuellement un hôtel, en théorie du moins. Par arrêté de l'ex-ministre Maresca, bien connu des services de santé pour son incompétence, les promoteurs de ce projet dont M. Le Méhauté peuvent désormais s'attacher à effectuer les travaux d'aménagement s'ils ne sont pas déjà faits.

Après avoir fait l'hôpital de Poindimié, liquidé le service chirurgie du centre hospitalier de Koumac sous prétexte que les besoins hospitaliers étaient largement couverts en Nouvelle-Calédonie par l'existant, voilà que ce même gouvernement donne son accord pour la création d'une nouvelle clinique médicale et chirurgicale. On ne s'embarrasse pas de cohérence quand on est Ministre de la Santé.

Or, personne ne le conteste : sur ce territoire, il y a trop de lits existants et présentant un environnement technique suffisant, sont forts mal répartis géographiquement. Mais l'intérêt partisan passe avant tout.

Un trop s'ajoute un petit trop ; une concentration excessive s'ajoute un petit plus. La CAFAT et l'AMG paieront ce trop avec un trou dans le budget : dans la logique propre à la CAFAT, celle-ci proposera de réduire les prestations et d'augmenter les cotisations. Les syndicats oseront-ils dire non cette fois ?

Puis viendra le temps où la clinique de la baie des Citrons perdra de l'argent où les médecins de l'établissement estimeront qu'elle n'est plus rentable. Ils la liquideront avec le personnel comme pour la clinique de Magenta. Le territoire paiera-t-il cette fois ?

Il est urgent que la raison triomphe pour que la justice s'installe. Votre vote du 29 septembre doit servir à ça.



Radio Cocotier

JUMELAGE NOUMEA-NICE-PRETORIA

Déjà des immeubles étaient en construction à Fréjus pour loger les futurs rapatriés calédoniens. Suite à ces jumelages, les Nouméens sont ravis d'apprendre que Nice, Fréjus et Prétoria préparent si activement leur accueil. Nous ne conseillerons pas à Dick UKEIWE et autres kanaks de service de choisir Nice ou Fréjus, car la France n'est guère généreuse avec ses anciens harkis indigènes. Dans les camps d'anciens harkis algériens (fort justement interdits de séjour en Algérie) la misère morale et matérielle est telle que les taux de suicides battent tous les records.

Dick et ses semblables feront donc mieux d'opter pour Prétoria. Mais Dick devra essayer de se blanchir encore un peu son aspect, ce n'est pas grave si l'âme reste noire.

JUMELAGE TOUJOURS

Il y a un quart de siècle Fréjus avait pour maire M. LEOTARD, père de l'actuel. Car la dynastie des LEOTARD règne de manière héréditaire à la mairie de Fréjus.

Donc, il y a un quart de siècle, suite à des négligences graves, le Barrage de Malpasset à Fréjus s'est rompu et des milliers de personnes périrent emportées par un fleuve de boue. LEOTARD père dût quand même abandonner son poste de maire.

Mais au fait, il y a un barrage à Dumbéa ! Un jumelage provoque-t-il un destin commun ? En conséquence du jumelage Fréjus-Dumbéa, la population de cette commune ferait bien de surveiller son barrage afin que le maire puisse conserver son poste et continuer ses omelettes MARRANTES !

RADIO POUBELLE (R.R.B.)

Entendu vendredi matin parmi les petites annonces : perdu toutou... etc. ..Echangerait villa contre voilier. Lecteurs, envoyez toute offre à BWENANDO qui transmettra gracieusement à radio poubelle (ne pas proposer voilier Ouvéa). Faute d'offre de voilier, nous transmettons déjà cette annonce qui nous est parvenue : « Cause départ Fréjus, échangerai villa 5 pièces contre 2 canines et 3 valises ».

LA SLN DEPOSE PLAINTE

Les communes sont responsables, c'est la loi française, on n'y peut rien. 200 millions CFP pour la commune de Kanak. 500 millions CFP pour Thio.

Ces sommes représentent les montants des frais entraînés par le sabotage d'engins et matériels de la société Le Nickel dans les centres de Kouaoua et de Thio.

La Société a déposé plainte, mais les communes peuvent faire appel en demandant le remboursement par l'Etat Français : le principal responsable. Par contre, il n'y a pas de loi prévoyant le dédommagement des communes saccagées par la SLN et les exploitants minières.

Prenons pour exemple, la baie de Wengo, lieu réputé pour la pêche aux crabes ; on n'y trouve plus le moindre petit coquillage. La SLN s'étant octroyé le droit légitime d'y déverser 2 millions de tonnes de latérites. N'en parlons pas de Méa, Kouaoua, Thio, Ouaco et le reste.

Qui doit payer ces sabotages ?

ENCORE LEOTARD

Il y a quelques semaines, nous avons visionné M. François LEOTARD dans l'émission télévisée « QUESTIONS A DOMICILE ». Dans ce type d'émission, on présente toujours le bidet de madame, le tonton de la famille, le nouveau et la moto du fiston (dans le cas LEOTARD, fiston, futur maire de Fréjus comme papa et grand-papa puisqu'il s'agit d'une dynastie).

Au cours de cette émission, François LEOTARD déclara : « En ce qui concerne la question de la Nouvelle-Calédonie, je suis totalement d'accord avec Jean-Marie LE PEN ».

Droite et extrême droite, même combat.

Même avec LE PEN, l'apologue de la torture pendant la guerre d'Algérie.

TOUJOURS LEOTARD

Ce monsieur, pour les élections régionales, nous promet un parlementaire de France devant chaque bureau de vote. Soit 130 parlementaires. Mais ne serait-ce pas, après l'échec des recours au Conseil Constitutionnel, une manoeuvre pour essayer de faire annuler les élections ? En effet, à opposer à 130 parlementaires de France, nous n'avons qu'un parlementaire de Kanaky, Rock PIDJOT, qui ne peut quand même pas se couper en 130 morceaux. Donc, inégalité de traitement. Et cela pourrait être considéré comme des pressions, de la propagande sur les lieux de vote après la clôture de la campagne électorale.

Quand même une bonne nouvelle, il paraît que nous aurons le choix. Chaque bureau de vote pourra choisir son parlementaire. Le problème est que Thio a déjà signifié son refus de LEOTARD, MEDECIN et CHINAUD. Peut-être, préfèrent-ils Michel DEBRE ? Il paraît que Bélep réclame PASQUA et

Lifou GISCARD qu'ils trouvent beaucoup mieux que DEMART.

DUMBEA JUMELE AVEC FREJUS



La signature du protocole

MAIRE DE NICE, Jacques MEDECIN

CIN avait été mis en cause par le CANARD ENCHAINE qui lui reprochait d'être un genre de mafioso, en affaires avec les rois de la pègre, pour des affaires de casinos trafiqués entre autres.

Suite à une plainte de MEDECIN, la justice de GISCARD (le diamantaire) avait condamné le CANARD à verser 1 franc de dommages intérêts à MEDECIN qui réclamait 100 millions.

Le Canard Enchaîné avait envoyé un chèque d'un franc à MEDECIN qui n'avait pas tout dépensé puisqu'il a eu les moyens de venir nous rendre visite.

Vive les jumelages entre proxénètes et autres crapules !

RAINBOW WARRIOR (Suite)

Après le renflouage du bateau de GREENPEACE, la police néo-zélandaise a pu constater que l'explosif utilisé était totalement nouveau en Nouvelle-Zélande.

Par contre, cet explosif est couramment utilisé sur certaines mines calédoniennes et particulièrement à Ouiné.

Aucun rapport bien sûr avec le fait que Georges MONTAGNAT, exploitant minier à Ouiné, est propriétaire d'un village en Nouvelle-Zélande où il investit tous les profits réalisés par le pillage des mines de Kanaky et l'exploitation de la sueur des travailleurs kanaks.

Ceux qui parleront de collusion entre les services secrets français et la droite caldoche seront des mauvaises langues évidemment.

Même pour couler les bateaux pacifistes et assassiner les photographes portugais.

(Nous tenons cette information d'un article du monde du 19,8 signé FILLI- OUD et d'autres sources bien informées).

GRAINES DE VIOLENCE

LA CHRONIQUE DE JOPAIFI

Les incidents que Nouméa a connus dans la nuit du vendredi au samedi 10 août méritent toute notre attention. Les groupes de jeunes, mobiles, ces vitrines cassées et pillées, ces pare-brises éclatés...autant d'éléments qui rappelaient la casse de la braderie et d'un certain 14 juillet.

Il n'en fallait pas plus pour que soient énoncés les jugements hâtifs et superficiels par le biais des nouvelles : c'est la faute à l'alcool ; c'est un problème d'heure de fermeture des bars fréquentés par les kanak. Sous-entendu : c'est la faute aux kanak...indépendantistes qui ne sont pas des gens sortables comme vous le voyez. C'est la faute aux forces de l'ordre qui ne savent pas s'organiser (bémol : qui ne sont pas suffisantes et que leur Patron gère mal.)

Aussitôt, la solution est proclamée conjointement en gros titres par les Nouvelles et Yves Magnier au nom du gouvernement Ukeiwé : «améliorer le dispositif du maintien de l'ordre et renforcer les effectifs de police. La REPRESSION !

Mon oeil ! Est-ce que quand je suis malade je commence par avaler le dernier médicament dont j'ai entendu parler ? Non. J'étudie les symptômes. Non. J'étudie d'abord les symptômes de la maladie, j'observe où j'ai mal, comment... et le vieux ou le médecin m'y encourage pour faire un diagnostic avant de choisir les bons médicaments. Alors, regardons les choses en face. Aujourd'hui, en Calédonie, plus d'un habitant sur 2 a moins de 25 ans (environ 70 000 personnes), près de 2 kanak sur 3 ont moins de 25 ans (61%) et un kanak sur 2 a moins de 20 ans.

Et quelle vie leur offrons-nous ? Encadrés dès 3 ans dans un système scolaire qui contribue à les couper de leurs racines culturelles, familiales, géographiques...même en leur faisant miroiter des diplômes que massivement ils n'obtiennent pas (et pour cause !); ils prennent vite conscience des impasses dans lesquelles ils sont piégés et nantis d'un premier échec, ils s'installent en marge d'une société qui a bien d'autres soucis qu'eux. Ayant peu reçu le goût du travail de la terre, rencontrant des difficultés relationnelles avec leur famille souvent broyées dans les contraintes d'une énorme mutation sociale, ils s'installent d'abord dans l'oisiveté.

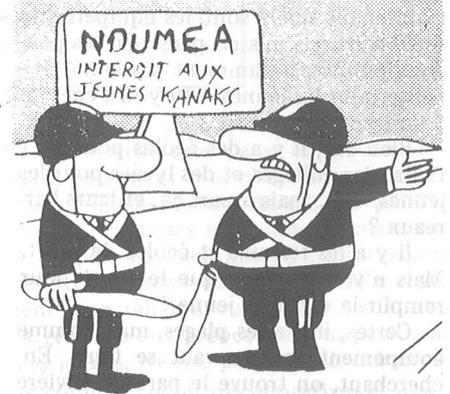
Et bien souvent, ils y restent de longues années avec femmes et enfants, car le marché de l'emploi ne peut pas les accueillir : ils n'ont pas la qualification, la compétence requise, il n'y a plus de place pour eux... Au moment où un million

de jeunes arrive chaque année sur le marché de l'emploi, un kanak sur deux est chômeur parmi les plus de 14 ans. Quel gâchis au seuil d'une vie. C'est la marginalisation instituée.

Et pourtant, la ville et ses commerces sont là : les vitrines remplies de hifis, de motos, les boîtes attrayantes...la pub qui incite à la consommation. Comment s'étonner alors de voir des réponses organisées, même sous forme de casse. La violence appelle la violence.

Finallyment, ceux qui aujourd'hui ne savent que faire appel à la répression anti-jeunes, ceux qui agitent les épouvantails de la peur pour dresser l'opinion publique contre les jeunes sont aujourd'hui les victimes du système qu'ils ont organisé et qu'ils continuent de cautionner en votant pour les Lafleur, Laroque, Le Pen et compagnie. Ils ont développé un morceau de pays sur une économie de négoce et de consommation pour leur profit. Mais en voulant se conserver tous les monopoles et privilèges, ils ont oublié qu'ils mettaient de côté des gens qu'ils invitent à consommer sans leur distribuer de revenus...la mécanique se grippe.

Les faits sont là, incontournables. La jeunesse de Calédonie est massive et



elle n'a qu'une place marginale. Même si demain, elle a moins d'argent, elle aura sa jeunesse. Et selon la place qu'on lui donnera et qu'elle se fera, demain cette jeunesse sera la richesse ou le baril de poudre du pays.

Dès maintenant, tous doivent être conscients qu'il faut trouver des solutions pour construire Kanaky avec la PARTICIPATION des jeunes qui doivent pouvoir y trouver non seulement une idéologie mobilisatrice comme peut l'être la lutte de libération, mais aussi une place active comme agents de DEVELOPPEMENT, alors seulement, nous pourrions vivre la PAIX.



Les mobiles chargent les habitants de la tribu...

JEUNES: LES RAISONS

NOUMEA : VILLE ANTI-JEUNES

Examinons la situation. Vous connaissez un peu Nouméa : un peu plus de 60 000 habitants, donc environ 30 000 jeunes de moins de 25 ans. Cherchons maintenant quels sont les équipements socio-culturels mis en place par les pouvoirs publics, notamment par la municipalité pour les jeunes... Voyons, cherchez il doit bien y en avoir...

Bien sûr, il y a des écoles pour les enfants, des collèges et des lycées pour les jeunes. Oui, mais à part ça, et leurs barreaux ?

Il y a les terrains et écoles de sport. Mais n'y a-t-il donc que le sport pour remplir la vie d'un jeune !

Certes, il y a les plages, mais comme équipement, mieux vaut se taire. En cherchant, on trouve le parc de Rivière Salée,...pour les enfants. 100m² de terrain aménagé pour les petits à Lenquète, aux tours de Magenta... Et puis ?

La bibliothèque Bernheim : d'accord, d'autant qu'elle a fait des efforts d'animation : la FOL : qu'offre-t-elle aux jeunes ? C'est plus une administration qu'un lieu d'animation et l'artisanat de la Vallée des Colons attire plus les dames du 3ème âge que les jeunes. L'animation de quartier ? C'est pour les enfants, moins de 14 ans, et mis à part Lenquète, ça ne fonctionne pas : manque de locaux, manque de personnel, manque de volonté...

Les associations de jeunesse : celles qui accueilleraient un peu de jeunes se sont fait supprimer une partie de leurs subventions par le Gouvernement UKELWE et le centre de Soeur Caro ne reçoit pas d'aide. Le petit théâtre de Claudine, les écoles de danse, la patinoire, les cinémas : ce sont des entreprises lucratives, payantes.

Les billards, les boîtes, les vitrines, la consommation, la pub : du racket jeunesse organisée.

Alors, qu'est-ce que Nouméa est en mesure d'offrir aux jeunes de 16-25 ans ? RIEN. Quel est le budget équipement jeunesse-culture de Nouméa ? Insignifiant.

Quel est le budget fonctionnement pour payer des animateurs de quartier, de rue, de maison de jeunes, d'agence de la jeunesse ? NEANT.

Par contre, on a créé des commissariats de Police... on a augmenté les forces de l'ordre. A défaut de prévoir, on soigne... par la répression. « Les jeunes, il faut que ça marche droit » ! Pour aller où ?

A comparer l'effort de Nouméa pour le socio-culturel jeunesse avec n'importe quelle ville semblable de la France dont Laroque se réclame, on peut être sûr d'une chose : Nouméa gagnerait la dernière place.

C'est clair, Nouméa est et reste viscéralement une ville anti-jeunes car Laroque et son équipe avancent vers la tombe en tournant le dos à l'avenir dont ils n'ont que faire.



1985 : ANNEE INTERNATIONALE DE

LA JEUNESSE

1985 a été proclamée année internationale de la jeunesse. Trois thèmes ont été proposés pour la réflexion et l'action en vue de modifier les conditions de vie de la jeunesse du monde entier : la paix.

- La paix, ou la contribution des jeunes à la paix du monde
- La participation, ou comment favoriser la participation des jeunes aux décisions de la vie familiale, municipale, nationale pour construire avec eux le monde de demain.
- Le développement, ou comment associer les jeunes au développement de leur pays dans un contexte de chômage et de pillage économique.

Sur le territoire, le Comité Territorial de la Jeunesse et de l'Education Populaire a proposé d'y ajouter un thème local : insertion des jeunes et des organi-

sations de jeunesse dans la vie municipale, car les associations de jeunes jouent un rôle important pour créer des liens et donner l'initiative aux citoyens.

Le comité a lancé une enquête-animation auprès des jeunes, pour les consulter sur leurs préoccupations. Déjà, il en ressort que les problèmes qui les préoccupent le plus sont : la politique, l'emploi, la religion.

Une grande rencontre de jeunes est prévue au cours du dernier trimestre de l'année pour échanger, s'organiser et améliorer les conditions de vie et d'avenir des jeunes.

Se trouvera-t-il encore quelqu'un de responsable pour discuter avec eux ?

Avis aux jeunes et aux municipalités : c'est à vous de jouer, de faire quelque chose si vous voulez que votre vie s'améliore.



ONS DE LA COLERE

UKEIWE DETOURNE L'ARGENT DE LA JEUNESSE

Un des derniers scandales à porter au passif du gouvernement Ukeiwé : le détournement de plus d'un million de fonds votés sur la ligne budgétaire jeunesse, accompagné d'une chasse aux sorcières à peine voilée parmi les associations de jeunesse. Gageons que tant le Haussaire que le TPG, le PG ou les électeurs préféreront passer l'affaire sous silence... Comme d'habitude. Mais nous ne pouvons accepter ces procédés tant par égard pour la jeunesse de ce pays que parce que nous entendons, nous aussi, célébrer l'année internationale de la jeunesse. C'est pourquoi, sans hésiter, et de pied ferme, nous dénonçons.

UN BUDGET POUR L'ANNEE DE LA JEUNESSE

Dans la foulée des prévisions établies par le gouvernement TJBAOU et la DTJ S, l'Assemblée Territoriale avait augmenté cette année le budget jeunesse de 12 %. La célébration de l'année de la jeunesse et la promotion d'actions nouvelles l'impliquaient. C'est ainsi que 31 millions étaient prévus, répartis ainsi :

- 8 millions pour le fonctionnement des associations
- 4 millions pour la formation des cadres animateurs de jeunes
- 9 millions pour des animateurs permanents dans des associations
- 7 millions pour le fonctionnement des centres de vacances
- 3 millions pour l'animation de l'année de la jeunesse.

DES COUPES SOMBRES DANS L'EXECUTION DU BUDGET

Après avoir longuement attendu pour attribuer ces fonds, brusquement le ministère de WAMO décidait, au mépris de la consultation réglementaire du CTJEP, de remettre en cause la répartition des subventions de fonctionnement aux associations de jeunesse et d'éducation populaire. Il paraît que c'était une décision solidaire du Conseil des Ministres.

Résultat : une association (le Groupe des femmes de l'Eglise Evangélique) perdait ses subventions à 100%. 9 associations de tribus sur 12 à 62,5% de leur subvention annuelle.

9 autres associations liées de près à des Eglises ou à des jeunes kanaks, perdaient de 38 à 63% de leur subvention annuelle. En tout : 19 associations sur 35, soit plus de la moitié, se trouvaient pénalisées, sanctionnées et mises en péril.

DETOURNEMENT DE FONDS

Trois semaines plus tard, le ministère Wamo remettait ça : attribution d'une deuxième tranche de subventions sans consultation du CTJEP. Nouveaux constats

- 3 associations perdaient un demi-poste d'animateur permanent
- 1 association non agréée jeunesse et sports recevait 100 000 F
- 3 associations purement sportives, liées à la Direction Jeunesse et Sports, se voyaient attribuer plus d'un million de subventions.
- le total des subventions accordées sur une ligne prévisionnelle de 8 millions, ne s'élevaient qu'à 6.356.750 F.

Ces constats appellent des questions et des commentaires.

- Où sont passés les 1 643 250 F qui manquent sur la ligne des subventions de fonctionnement des associations ?
- Où sont passés les 3 millions prévus pour l'année de la jeunesse ?
- Où sont passés les 300 000 F qui restent sur la ligne des animateurs permanents ?
- De quel droit le gouvernement peut-il virer des crédits de ce chapitre à une association non agréée ? C'est irrégulier.

Quant à la somme de 1 050 000 F virée à des associations sportives de la DTJS, elles appellent plus qu'une explication : une enquête. Quelle est l'activité exacte de ces associations fantômes, gérées par des fonctionnaires dans le cadre du service administratif. Elles prennent tout à fait l'allure des caisses noires et déjà, nous pouvons affirmer publiquement qu'elles ont servi à payer des gueletons au gouvernement Ukeiwé...

En rigueur de termes, cela s'appelle détournement de fonds publics et le lampiste de cette affaire n'est autre que Martinique, le Directeur de Jeunesse et Sports qui a accepté de couvrir ces pratiques.

WAMO, ANGLES, MARTINIQUE ET CONSORT...

Il faut dire que, briguant l'inspection générale via Chirac par Ukeiwé interposé, préalablement arrosé d'une nouvelle voiture de fonction, de primes... il était logique que Martinique apporte son soutien au Cabinet Wamo. Si, comme dit LEOTARD, il n'est pas tolérable de trouver des fonctionnaires partisans, c'est pour ceux de l'autre bord. Toujours est-il qu'il n'a pas hésité à blâmer son service et ses anciennes positions, à condamner les associations de jeunesse qu'il n'a jamais rencontrées et à débâter sur les bénévoles responsables... «incapables» de faire de bons rapports administratifs, de faire respecter une «pseudo neutralité» inventée pour la circonstance... Tout ça pour sortir de l'embarras le cabinet Wamo interpellé par le CTJEP.

Pourtant, Marcel ANGLES (qui cumule allègrement sa retraite de prof d'éducation physique, celle de directeur local de la Mondiale et ses 350 000 F d'attaché de cabinet) avait fait reluire tous ses galons d'ancien directeur intérimaire de jeunesse et sport. Au lieu d'épauler efficacement Chassard, il devait briller par une totale méconnaissance des réalités du terrain jeunesse en 1985 et par sa fatuité.

Hypocrite pour prôner le dialogue, aucun d'entre eux n'a pu expliquer pourquoi ils avaient court-circuité les consultations réglementaires. Aucun n'a pu dire où étaient passés les fonds qui manquent à l'appel. Mais leur accord a été unanime pour condamner ces associations qui parlent trop religion ou qui font une trop large place aux préoccupations politiques des jeunes. Ne riez pas, mais ils ont déclaré comme n'étant pas éducatives et indignes de relever du secteur jeunesse, les activités suivantes : débroussage, construction, électrification de tribus, cultures communautaires, visite des vieux, chez eux ou en hôpitaux, participation à des deuils, activités purement sportives.

Par contre, ils ont été totalement incapables de dire quelle activité jeunesse il fallait promouvoir. Pourtant, si on regarde le salon du loisir inauguré par Laroque et Wamo, il est clair que les bonnes activités à encourager sont celles qui font dépenser de l'argent dans les commerces... Mais après tout, il n'est pas impossible non plus qu'ils préfèrent voir les jeunes boire, se droguer, lancer des cailloux... ça justifie la répression et le développement des commissariats «éducatifs». Voilà bien la politique jeunesse du gouvernement Ukeiwé.

En regardant d'un oeil critique la répartition «Wamo» des subventions 85, il n'est pas besoin d'être savant pour voir que quelques associations ont vu augmenter leurs subventions : FOL et annexes, le Foyer du maire RPCR de La Foa, les jeunes Kunié de Néocé, l'auberge de jeunesse qui a hébergé les danseurs loyaliens du festival... D'autres n'ont pas été modifiées comme Napocnien de Nénou, ou Josip. Par contre, les associations liées aux tribus kanak ont été lourdement pénalisées : celles de Thio, Kanala, celles de Lifou dont Quénéguei et Ukeiwé avaient reconnu des membres leur faisant barrage (Kumo, Mou)...celles qui essayent de proposer une formation critique, y compris sur les domaines politiques comme l'ACFD. Enfin, les associations liées aux Eglises ont été pénalisées (erreur de stratégie!) surtout celles qui sont liées à l'Eglise Evangélique. Ce n'est plus du simple arbitraire mais le plus bel exemple de «démocratie» et de «libéralisme colonial» : la chasse aux sorcières.

Ces faits illustrent parfaitement la gestion du gouvernement Ukeiwé. Il était temps qu'on les sorte. Et les jeunes se souviendront d'eux pendant longtemps.

DEUX TEMOIGNAGES SUR LA REPRESSION ANTI-JEUNES

BW : Peux-tu me raconter ce qui t'es arrivé au début du mois ?

J. : C'est simple. J'étais à un mariage au cantonnement municipal entre les immeubles et la passerelle de la voie de dégagement. Il y avait des CRS qui nous surveillaient de loin lorsque vers 2 h du matin, un car de police est arrivé pour tourner autour du mariage.

BW : Est-ce qu'il y avait de la bagarre ?

J. : Non pas du tout. Mais ils avaient dû s'entendre avec les CRS pour venir nous provoquer, car rien ne justifiait leur intervention. C'est sans doute pour cette raison qu'ils se sont fait caillasser. Alors, aussitôt, les CRS ont rappliqué, chargeant à pieds avec casques et matraques. Ils nous ont cernés, puis ils nous ont embarqués à 10 dans un car et ils nous ont conduits au commissariat de police. Là, ils ont vérifié nos identités puis ils ont relâché 5 copains.

BW : Mais toi, tu es mineur, est-ce qu'ils ont prévenu tes parents ?

J. : Non. Ils n'ont pas fait ça. Ils ont commencé à nous interroger dans le bureau. Ils voulaient me faire dire que j'avais jeté des cailloux sur eux. C'est alors qu'ils m'ont astiqué : coups de de matraques, coups de poings dans le ventre, sur la figure, dans les côtes. Comme on avait les menottes aux poignets qui nous attachaient au voisin, c'était pas facile de se défendre. J'ai essayé de me protéger la figure, mais ils m'ont pris par les cheveux pour la relever. Sous les coups, je suis tombé et j'ai même reçu un coup de botte sur la tête. Je saignais du nez. Ils ont arrêté.

BW : Tu n'exagères pas ?

J. : Non, regarde le certificat médical qui m'a été fait le lendemain : « contusions à l'épaule gauche et à la hanche droite avec érosion ; érosions du nez, du menton et brûlures sur 4 cm ; douleurs dans la région cervicale et le haut du bassin ». D'ailleurs, ils ont aussi roulé par terre un autre copain et ils l'ont matraqué.

BW : Mais ça n'a pas duré toute la nuit ?

J. : Non, en fait ça a été assez court. Puis ils nous ont mis en cellule jusqu'au samedi. Vers 10 h, Dufayet est venu nous interroger puis ils nous ont relâchés vers 11 heures.

BW : Qu'est-ce que tu as fait après ?

J. : Je suis rentré chez moi pour me reposer. Mais comme ça n'allait pas, mes parents m'ont conduit chez le docteur.

BW : Qu'est-ce que tu penses de ce qui t'es arrivé ?

J. : Nouméa est une ville anti-jeunes. C'est parce qu'on était en groupe de jeunes que les flics sont intervenus pour nous provoquer.

BW : Et toi, est-ce que c'est la même chose qui t'es arrivé ?

L. : Non, c'était la semaine suivante. Vers 8 heures le soir, j'allais au cinéma. En arrivant vers la place des cars, je rencontre des copains. On se met à parler. Voilà un fourgon de flics qui passent : ils nous donnent l'ordre de nous disperser. Mais nous, on a continué à parler. Ils ont fait le tour du quartier et ils sont revenus en force. Ils nous ont embarqués au poste.

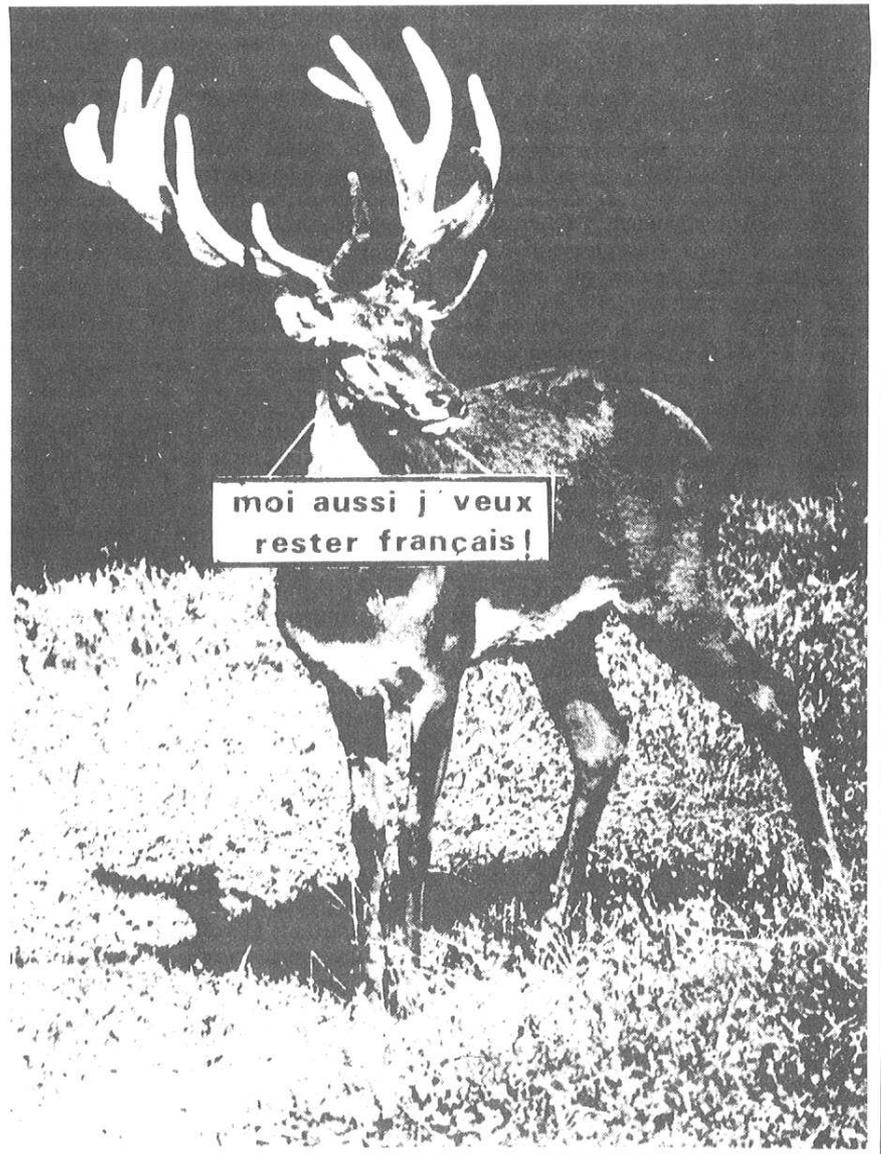
BW : Est-là aussi, ils vous ont tabassés ?

L. : Non, pas moi, ils m'ont relâché tout de suite. Mais quand même, c'est pas normal qu'on nous arrête comme ça, parce qu'on est jeunes !

N.D.L.R. : J. et L. sont lycéens. C'était leur première expérience du genre. Nous tenons le certificat médical à votre disposition, mais pas pour Bilbao parce que de toute façon, il ne poursuivra pas les flics qui tabassent un mineur dans le commissariat, sans prévenir les parents.

LE CERF AUTORISE A L'EXPORTATION

AU SECOURS: ILS VEULENT M'EXPORTER!



LES ANNEES MANDELA



Nelson Mandela est le plus ancien prisonnier politique du monde. Emprisonné depuis vingt-deux ans, il est devenu le symbole de la lutte contre l'apartheid. Citer son nom, en Afrique du Sud, est passible de prison. Malgré cela, « libérez Mandela » est le cri de ralliement de tous ceux qui se battent sous les balles des racistes.

Celui que ses frères noirs appellent respectueusement « oncle Mandela », est né le 18 juillet 1918 dans le Transkeï. Il a suivi l'école des pasteurs méthodistes. Ses premiers contacts avec le mouvement étudiant ont eu lieu dans l'université de Fort Harela — seule ouverte, à l'époque, aux non-Blancs — où il poursuivit ses études. Pour vivre, Nelson Mandela devint gardien de mine dans la région de Johannesburg. C'est là qu'il découvre l'apartheid dans son horreur.

En 1944, Nelson Mandela adhère au Congrès national africain (fondé en 1912 par le futur prix Nobel de la paix, Albert Luthuli). En 1951, il devient, en compagnie d'Oliver Tambo, l'actuel président de l'ANC, le premier avocat noir d'Afrique du Sud. Le début des années cinquante voit en même temps la mise en place des

lois racistes les plus répressives et une flambée de lutte contre l'apartheid. Nelson Mandela, responsable de l'ANC dans le Transvaal, anime le mouvement de désobéissance civile. Arrêté une première fois en 1952 puis relâché, il est à nouveau emprisonné en 1956. Accusé de « trahison », il est acquitté faute de preuves. En 1958, il se marie avec Winnie, qui sera bannie en 1977 dans le ghetto de Brandfort. En 1961, la tuerie de Sharpeville, qui fit officiellement quatre-vingt-six morts, provoqua un nouveau soulèvement qui servit de prétexte à Pretoria pour interdire l'ANC.

Dans la clandestinité, Nelson Mandela organise en commun avec le Parti communiste sud-africain (lui aussi interdit par la « loi » de « lutte contre le communisme ») la branche armée de l'ANC, le « fer de lance de la nation ». Arrêté en août 1962, il est condamné à perpétuité pour haute trahison au cours du procès de Rivonia. Son avocat, le communiste Bram Fisher, est arrêté peu après et meurt en prison en 1976. Nelson Mandela passe plusieurs années dans le bagne de Robben Island. Son transfert en prison a été le résultat d'une première campagne de solidarité internationale.

LE PROCES DE RIVONIA

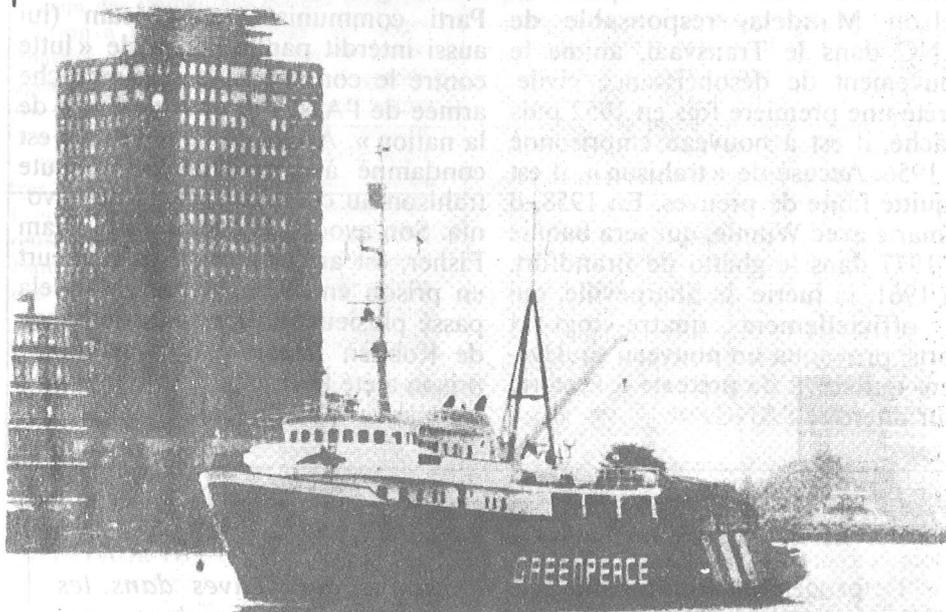
Le procès dit "de Rivonia" début en octobre 1963 et dure huit mois. Deux cent vingt-deux actes de sabotage sont reprochés à l'organisation "La Lance de la nation", mais vingt seulement peuvent être prouvés. Mandela dément farouchement être communiste et que l'ANC soit pro-communiste. En avocat qu'il est, il conduit brillamment sa défense. Plaidoirie devenue célèbre : "Les Noirs veulent un salaire qui leur permette de vivre. Ils veulent le travail qu'ils sont capables de faire et non celui que le gouvernement leur assigne. Nous voulons pouvoir vivre où nous travaillons et non pas être rejetés d'un endroit parce que nous n'y sommes pas nés. Nous voulons pouvoir posséder la terre à l'endroit où nous travaillons. Nous voulons être parti intégrante de la population, et non pas être obligés de vivre dans les ghettos. Les Noirs veulent vivre avec leurs épouses et leurs enfants à l'endroit où ils travaillent, et n'être pas obligés de mener une existence contre nature dans les hôtels réservés aux hommes. Nos femmes veulent être avec leurs époux, et non pas abandonnées

comme des veuves dans les réserves. Nous voulons pouvoir sortir après 11 heures du soir, et non pas être confinés dans nos chambres comme des enfants. Nous voulons pouvoir voyager dans notre propre pays et chercher du travail où nous voulons, et non pas où le bureau d'embauche nous dit d'aller. Nous voulons notre juste part en Afrique du Sud. Nous voulons la sécurité et une place dans la société".

Il poursuit : "Je n'ai pas le droit de vote parce que le Parlement est contrôlé par les Blancs. Je n'ai pas de terres parce que la minorité blanche a pris la part du lion... Je ne me considère ni moralement ni légalement obligé d'obéir à des lois votées par un Parlement où je ne suis pas représenté. Je suis un homme noir dans un tribunal de Blancs. Cela ne devrait pas être..." Mandela s'assied. "De la salle, écrit Mary Benson, monte comme un profond soupir. Puis c'est le silence absolu". Bien qu'il ait été établi que les huit inculpés n'avaient pas adopté le plan de l'"opération Mayibuye", ils sont tous condamnés à l'emprisonnement à vie.

Cette année, nous étions plus c

Mr. David Mc TAGGART, président de GREENPEACE, cinquante deux ans, est convaincu de la culpabilité des services secrets français dans l'attentat du « Rainbow Warrior ». Il s'en explique dans une interview qu'il a accordé au quotidien « Le Monde », interview que nous reproduisons ici.



Le nouveau navire de GREENPEACE quittant le port d'Amsterdam pour rejoindre Mururoa.

« D'après les éléments que vous possédez, notamment en provenance de Nouvelle-Zélande, à qui attribuez-vous l'attentat dont votre mouvement a été victime ? »

— Nous n'avons jamais émis d'hypothèse depuis l'attentat. Nous avons mené notre propre enquête. Tout ce qui nous intéresse ce n'est pas de connaître le nom des exécutants, mais de savoir qui a donné l'ordre de nous attaquer et qui a payé pour cela. Nous avons d'autres navires à la mer et nous devons les protéger. Les informations que je possède vous les connaissez aussi : les deux personnes qui sont emprisonnées en Nouvelle-Zélande travaillent pour le gouvernement français. Le service qui les emploie m'indiffère, mais le président de la République française, lui, est responsable de ses militaires et de ses services secrets. J'attends donc qu'il nous explique pourquoi et comment ses deux agents sont impliqués dans l'attentat.

— Si vraiment les services spéciaux français sont impliqués, comment expliquez-vous qu'ils en soient venus à couler votre navire alors qu'il suffisait de l'arraisonner, comme les années précédentes ? »

— Je ne dis pas que c'est le gouvernement français qui a commis l'attentat mais je demande qui l'a commis. J'ai déjà été personnellement trois fois à Mururoa et je comprends fort bien les difficultés

que nous pourrions créer aux militaires français. Je garderai le secret sur la tactique que nous avions imaginée mais je pense que Frédériques Bonlieu, la femme qui est venue nous voir en Nouvelle-Zélande, a pu découvrir nos plans d'opération. Les informations qu'elle a transmises aux militaires ont pu les préoccuper, notamment par leurs implications politiques.

» Je m'explique. Si nous faisons des observations concernant la santé des habitants des atolls avoisinants et si nous découvriions qu'il y a de sérieux problèmes sanitaires résultant des explosions antérieures, cela mettrait le gouvernement français dans l'embarras. Cela contredirait le rapport que la France a remis aux Nations unies, et qui affirme que tout va bien là-bas (1). Cela gênerait également le rapport qu'a remis M. Haroun Tazieff.

» Autre point : le gouvernement français a fait exploser une bombe de 150 kilotonnes le 8 mai dernier. Peu après, la marine a interdit la navigation autour de Fangataufa et Mururoa. Il est possible que l'atoll ait été disloqué et que des produits radioactifs aient contaminé les eaux.

» Nos hommes, à bord du Rainbow Warrior, auraient pu détecter cette radioactivité en faisant des prélèvements. Cela aurait embarrassé considérablement les scientifiques qui ont rédigé le rapport affirmant que tout est OK.

déclare M. David Mc

Grâce à des documents établis par les militaires français et que nous avons en notre possession, nous savons que l'atoll de Mururoa s'enfonce à la suite des nombreux essais nucléaires dont il a été le théâtre.

— Votre intervention dans le Pacifique était donc différente et plus dangereuse pour les militaires français que les années précédentes.

— Oui, parce que nous avons cette année un navire plus important, mieux équipé et donc capable de collecter davantage d'informations. Un exemple : nous avions à bord un appareil pouvant envoyer des photos par l'intermédiaire d'un satellite. Les images de marins français en train de tabasser les gars de Greenpeace auraient été fort gênantes. En 1973, des photos de ce genre ont été publiées dans la presse du monde entier. Elles avaient échappé aux recherches des marins français, car une fille, membre de l'équipage, les avait cachées dans son vagin. Ces documents ont été produits devant un tribunal lors d'un procès en France. Quatre mois après leur publication, la France décidait d'arrêter ses essais nucléaires dans l'atmosphère.

— Vous avez demandé une entrevue au président de la République. Que comptiez-vous lui dire ? Quel commentaire faites-vous sur sa réponse ? »

— Oh, c'est évident : je veux savoir si oui ou non le gouvernement français est responsable de l'attentat. Vendredi dernier 9 août, l'Elysée était d'accord sur le principe d'une entrevue. Mercredi 14 août, le président m'a fait dire qu'il ne recevrait personne avant que l'enquête de M. Tricot ne soit achevée. Le chef de l'Etat doit comprendre que Greenpeace a la possibilité d'engager des actions judiciaires nombreuses et dans plusieurs pays : en Nouvelle-Zélande, en Grande-Bretagne, au Portugal, aux Pays-Bas et peut-être même en France. Mais avant de presser le bouton, avant d'enclencher la lourde machine juridique, je pense qu'il y a place pour une discussion.

» La France, par exemple, pourrait se joindre aux premiers ministres des Etats riverains du Pacifique et signer un traité déclarant cette zone « non nucléaire ». Je ne suis pas complètement naïf, mais je dis que, si le gouvernement est responsable de l'attentat, il va avoir un énorme problème avec les pays du Pacifique. Ceux-ci vont entreprendre une campagne virulente contre les essais français. Une campagne sans commune

AFFAIRE DU RAINBOW-WARRIOR

Danger pour les militaires français

Bjorn Rasmussen, président de Greenpeace

mesure avec celles des années 1972-1973. Les populations du Pacifique ne supporteront pas le terrorisme. Le Pacifique doit demeurer pacifique.

- Aviez-vous vraiment l'intention de négocier quelque chose avec le président de la République ?

- Il est clair que la mort de Fernando Pereira, notre photographe, ne doit pas rester sans suite. Si M. François Mitterrand prenait la décision de dénucléariser le Pacifique, ce serait un pas en avant historique.

- Vous vous opposez aux essais nucléaires. Tout le monde admet que c'est la possession de l'arme atomique qui a abrégé la seconde guerre mondiale et qui a empêché l'éclatement d'une troisième. N'est-ce pas finalement une grande naïveté de croire qu'arrêter les essais atomiques protégera le monde de la guerre ?

- D'abord je ne pense pas que la bombe d'Hiroshima ait arrêté la deuxième guerre mondiale, pas plus que celle de Nagasaki. Ces bombardements étaient absurdes. On était en train de négocier la fin des hostilités. Quant à la dissuasion nucléaire, je dis qu'on n'a nul besoin pour cela des 50 000 bombes atomiques actuellement entreposées dans les arsenaux. Je ne m'engagerai pas dans une discussion philosophique sur la valeur dissuasive de l'arme atomique, mais j'affirme qu'il faut entamer une désescalade nucléaire. Le premier pas consiste, à l'évidence, à stopper les essais de bombes futures. Nous nous en prenons donc à tous ceux qui continuent à expérimenter : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'URSS, la France, la Chine.

- L'intérêt que vous portez aux essais américains puis français vous fait accuser d'être « à la solde des Soviétiques » ou, à tout le moins, d'être « infiltrés par des agents travaillant pour Moscou ». Comment vous défendez-vous de cette accusation ? Et, plus précisément, comment contrôlez-vous la bonne foi et l'intégrité de vos militants ?

- Nous avons été arrêtés à Leningrad pour avoir protesté contre les essais nucléaires soviétiques, nous avons été emprisonnés en Sibérie pour avoir manifesté contre les chasseurs de baleines soviétiques, nous nous sommes physiquement opposés aux navires soviétiques en Méditerranée. Tout

cela, contrairement à ce qu'on a prétendu, a été rapporté dans la presse de Moscou. Sommes-nous infiltrés ou manipulés ? Il n'y a rien à infiltrer ni à manipuler à Greenpeace car nous ne faisons rien de mal.

» Toutes nos actions sont publiques. La seule chose que nous ne révélons pas à l'avance, c'est, pour des raisons évidentes, notre plan d'action. Mais après une campagne tout peut être raconté. Je me fous que mon téléphone soit sur écoute. Je n'ai rigoureusement rien à cacher. Nous n'allons pas dépenser l'argent de nos adhérents en investissant dans un système de sécurité.

- Vous avez acheté et armé au moins quatre navires : le Rainbow-Warrior, le Sirius, le Beluga et le Greenpeace, sans compter le voilier Vega. Vous entretenez des permanents dans plusieurs pays. Tout cela coûte cher. Quel est le budget annuel du mouvement ? Comment l'alimentez-vous ? Qui sont les « généreux donateurs » ?

- Greenpeace compte environ deux millions de membres. Nous avons ouvert des bureaux dans quinze pays différents. Nous travaillons avec beaucoup d'huile de coude et avec nos propres fonds, sans aucune subvention de gouvernement ou de multinationales. Nous recevons des dons nombreux mais minuscules : entre 10 et 15 dollars, parfois, mais rarement 500 à 1 000 dollars. Notre budget global tourne entre 12 et 15 millions de dollars par an. J'aimerais bien savoir combien a coûté l'attentat contre le Rainbow-Warrior.

- Comment vous parvient ces 15 millions de dollars ?

- Les gens envoient leurs chèques aux bureaux des quinze pays où nous sommes présents. En retour nous leur expédions notre bulletin, qui explique nos actions. Parfois nous lançons des appels de fonds pour certains projets précis, parfois nous recevons des dons pour le mouvement en général. Tous nos livres de comptes sont contrôlés.

» Puisque nous sommes une organisation sans but lucratif, ils sont ouverts à tous les gouvernements des pays concernés. La plus grande partie de l'argent que nous collectons est destinée à nos campagnes. Pour la maintenance des bateaux, les études scientifiques, les films, les équipages et l'administration d'une trentaine de bureaux permanents, nous n'employons que deux cents per-

sonnes à travers le monde.

- Etes-vous certain que parmi ces deux cents personnes ne se sont pas glissés des agents de renseignement de tel ou tel pays ?

- Personne n'est jamais sûr de rien, mais je répète que, de toute manière, nous n'avons rien à cacher. Je ne suis pas un obsédé de l'espionnage.

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU.

(Samedi 17 août.)

(1) A la suite d'une mission, en juin 1982, de scientifiques français conduite par M. Haroun Tazieff qui a conclu à une situation satisfaisante à Mururoa, des pays étrangers ont demandé à visiter l'atoll. En octobre 1983, des délégations scientifiques d'Australie et de Nouvelle-Zélande furent autorisées à se rendre à Mururoa. Elles ont rédigé un rapport qui reconnaît l'absence de nuisances, au moins à court terme, dues aux tirs souterrains. - (NDLR).

COMMANDOS

Les commandos de la marine nationale française basés à Mururoa ont commencé un entraînement spécial pour repousser et arrêter par la force si nécessaire - la flotille de bateaux pacifistes ayant l'intention de se rendre sur le site d'expérimentation nucléaire.

Ces commandos ont commencé à s'entraîner à l'abordage de grosses unités telles que le remorqueur de haute mer GREENPEACE, utilisant en cela des canots pneumatiques zodiacs et des grappins, d'après des informations de Polyésie française.

Un observateur indique que les commandos sont totalement prêts à tabasser l'équipage de GREENPEACE s'ils opposent la moindre résistance. « A la seconde où le GREENPEACE fera pénétrer son étrave dans les eaux territoriales françaises, ils l'attaqueront » ajoute-t-il.

Le Président Mitterrand a ordonné la semaine dernière aux forces militaires françaises de repousser toute atteinte aux intérêts de la sécurité nationale de la France sur le site d'expérimentation nucléaire de Mururoa.

Le droit des navires internationaux de traverser pacifiquement les eaux territoriales de Mururoa et de Fangataufa, fait l'objet d'une suspension illimitée en mai.

La France a aussi déclaré « zone protégée » une aire de 60 miles autour de Mururoa, faisant naître des doutes quant à la possible arrestation de tout navire de protestation, même hors des limites territoriales de 12 milles.

Le second yacht de la flotille de GREENPEACE, le ketch VEGA, vient de quitter le port d'Auckland pour rejoindre le site de Mururoa.

De La Géographie (suite)

Cet articles (et les suivants éventuels) n'a pour seul but que de réfléchir à la question ainsi posée : « Quelle géographie enseigner dans le futur état Kanak indépendant et socialiste ? »

Face aux programmes d'enseignements qui sont proposés par l'Education Nationale aux enseignants d'histoire et de géographie en N.C., plusieurs attitudes sont possibles. Deux me paraissent extrêmes et tout aussi dangereuses l'une que l'autre.

Les programmes proposent des thèmes variés, forts intéressants et enrichissants, mais tous centrés sur la France, l'Europe, l'hémisphère Nord... c'est très bien et très utile... pour un français, pour une européenne. Ils ont ainsi toutes les possibilités de comprendre et de bien s'intégrer dans leur milieu, mais qu'en est-il pour nos enfants ? Ils ne vivent ni en France, ni en Europe ! Une première attitude, la plus fréquente peut se dire ainsi : ma foi, nous sommes en N.C. donc en France. Les calédoniens quelle que soit leur ethnie, sont français donc... appliquons le programme officiel comme si nous étions dans le XVème arrondissement ou en Bretagne. On ignore volontairement les réalités locales et régionales, on fera une petite place au « milieu local » en sixième, histoire de cartographier le relief de la Grande-Terre, mais pour le reste, les autres niveaux, de la cinquième à la terminale, les programmes sont les meilleurs possible !... Avec de telles pratiques, on forme des enfants, puis des adolescents qui ont une bonne connaissance de l'hémisphère nord, de la France et des problèmes internationaux (tous vus, cependant avec des jumelles montées aux normes européennes).

En revanche, ces mêmes adolescents sont à deux doigts de l'imbécillité quant à la N.C.. Ils ne savent ni quand, ni comment, ni pourquoi la vie et les échanges se font dans notre hémisphère. Les programmes sont chargés, on dissèque les Histoires de France, d'Angleterre, des U.S.A., les géographies régionales de la France, du Marché commun, de l'URSS, de l'Afrique... Il sera toujours temps, une fois adulte, de suivre les cours du soir ou de recyclage



pour connaître ce qui se passe chez soi.

Une telle pratique de soumission totale aux premières pages des manuels est exemplaire d'une pratique d'un enseignement inadapté à l'espace que nous vivons et aux populations qui font vivre cet espace. Cette attitude est mauvaise et dangereuse car elle nie totalement le vécu (en milieu local mais également dans un rayon beaucoup plus grand tel que : circuits d'échanges dans le Pacifique, existence et rôle des territoires environnants, relations et similitudes culturelles...) des élèves, ceux-ci sont par conséquent étrangers à ce qu'ils étudient.

Situation extrême, l'enseignement comprenant exclusivement des thèmes extraocéaniques que ce soit en histoire ou en géographie. Comme si l'Océanie et la N.C. n'existaient pas (pourtant on y vit non ?) L'aspect politique d'une telle attitude n'échappe à personne, il s'agit d'empêcher l'éveil de toute conscience nationale, de toute identité propre qui serait autre que celle des manuels et donc de la Nation Française. L'enfant ainsi ne peut avoir conscience d'être dans une unité spatiale qui se « tient ». La N.C. reste une vague terre qui pour lui, se limite à son espace immédiat. Ces espaces immédiats sont de ce fait tous différents les uns des autres et l'idée d'unité est alors plus qu'une illusion dans l'esprit des élèves.

L'autre attitude pourrait se résumer ainsi : « ailleurs n'existe pas » et donc, en relation, on élimine de l'étude tout ce qui ne concerne pas le milieu immédiat et la région proche. L'horizon est vite bouché et on finit par tourner en rond,

les explications sont limitées parce que le regard refuse de voir au-delà d'un rayon bien court. Heureusement, cette attitude est peu répandue, à l'inverse de la précédente, toutes deux ne résistent pas à une critique objective qui se fonde sur l'affirmation que l'histoire et la géographie doivent aider à la formation d'un homme membre de la société, libre et actif, ayant les moyens de participer à l'émancipation du pays et à son développement, qu'il puisse développer et exercer son esprit critique et son imagination tout en restant au service du groupe. Précisément, dans la seconde attitude en refusant de regarder l'extérieur, on empêche ou tout au moins, on limite fortement la formation de l'esprit critique tout en restreignant l'étendue du regard, au même titre que pour l'enfant d'Europe la non-étude et la non-prise en compte du Pacifique et du monde océanien, limite et nationalise singulièrement son appréciation du monde. La non-étude de l'autre, de ses techniques, de son savoir-faire ne développe pas l'esprit de tolérance...!

Alors nos programmes doivent être justes et complets au possible. Pour ce faire, la base sur laquelle doit se développer la connaissance de l'homme (en géographie) est LA CONNAISSANCE LA PLUS PRECISE POSSIBLE DE SON MILIEU ET DE SON PAYS, à partir de là, l'introduction de thèmes généraux et de thèmes spécifiques au reste du monde ; autres pays, autres civilisations, autres organisations sociales et économiques et politiques, ces thèmes sont alors nécessaires, sans eux le discours relatif au pays propre de l'élève est fade, semblant être inachevé, il ne peut y avoir de dimension réellement dynamique ; il manque les compa-

raisons, les propositions, les critiques.

Prenons en exemple le thème de l'agriculture. Thème particulièrement intéressant surtout, si on le fait d'une manière diachronique et également à travers les différents espaces de la planète et des différentes civilisations.

Cependant, l'élargissement de l'horizon de l'enfant n'est valable et utile que si, au préalable il y a eu une étude approfondie de l'agriculture et de l'histoire de l'agriculture du pays de l'enfant : techniques agricoles, structures de la production, répartition des terres, circulation des produits, faiblesses et richesses, différences régionales à l'intérieur du territoire, etc...

Cette étude sera alors vraiment complète et enrichissante si en retour il y a un regard porté sur les autres agricultures dans le monde, autres pays, autres structures, autres productions, autres circuits économiques, autres modes de production, autres richesses et faiblesses, autres technologies... L'aspect dynamique de l'étude prend alors toute sa force et l'intérêt de l'étude est, entre autres, que la comparaison, (les comparaisons) peuvent amener propositions, dialogues, discussions dans le groupe, (on ouvre là l'autre question fondamentale : « de quelle manière transmettre !... »)

Cet exemple illustre notre propos qui est que les programmes doivent comporter impérativement l'étude de la Kanaky avant toute autre chose, et qu'ensuite en parallèle (mais dans chaque niveau, il ne peut être question d'attendre les dernières années de la classe pour le faire) on introduit, on ouvre l'intelligence de l'enfant au reste du monde.

Ces lignes appellent d'autres idées, d'autres réflexions, d'autres pensées. L'enseignement est un des fondements de toute société, il importe d'y réfléchir le plus tôt possible, sans oeilier, ni humeur pour que nous puissions espérer que nos enfants connaissent un monde sensiblement différent que celui auquel nous sommes confrontés.

PRIERE D'UN PETIT ENFANT NOIR

Seigneur
je suis très fatigué
je suis né fatigué
et j'ai beaucoup marché depuis le chant
du coq
et le morne est bien haut
qui mène à leur école.

Seigneur je ne veux plus aller à leur école ;
faites je vous en prie que je n'y aille plus.

Je veux suivre mon père dans les ravines
fraîches
quand la nuit flotte encore dans le mystère
des bois
où glissent les esprits que l'aube vient
chasser.

Je veux aller pieds nus par les sentiers
brûlés
qui longent vers midi les mares assoiffées.

Je veux dormir ma sieste au pied des
lourds manguiers.

Je veux me réveiller
lorsque là-bas mugit la sirène des blancs
et que l'usine
ancrée sur l'océan des cannes
vomit dans la campagne son équipage
nègre.

Seigneur je ne veux plus aller à leur école ;
faites je vous en prie que je n'y aille plus.

Ils racontent qu'il faut qu'un petit nègre
y aille

pour qu'il devienne pareil
aux messieurs de la ville
aux messieurs comme il faut ;

mais moi je ne veux pas
devenir comme ils disent
un monsieur de la ville

un monsieur comme il faut.

Je préfère flâner le long des sucreries
où sont les sacs repus
que gonfle un sucre brun
autant que ma peau brune.

Je préfère
vers l'heure où la lune amoureuse
parle bas à l'oreille
des cocotiers penchés
écouter ce que dit
dans la nuit
la voix cassée d'un vieux qui raconte en
fumant
les histoires de Zamba
et de compère Lapin
et bien d'autres choses encore
qui ne sont pas dans leurs livres.

Les nègres vous le savez n'ont que trop
travaillé
pourquoi faut-il de plus
apprendre dans des livres
qui nous parlent de choses qui ne sont
point d'ici.

Et puis
elle est vraiment trop triste leur école
triste comme
ces messieurs de la ville
ces messieurs comme il faut
qui ne savent plus danser le soir au clair
de lune
qui ne savent plus marcher sur la chair
de leurs pieds
qui ne savent plus conter les contes aux
veillées.

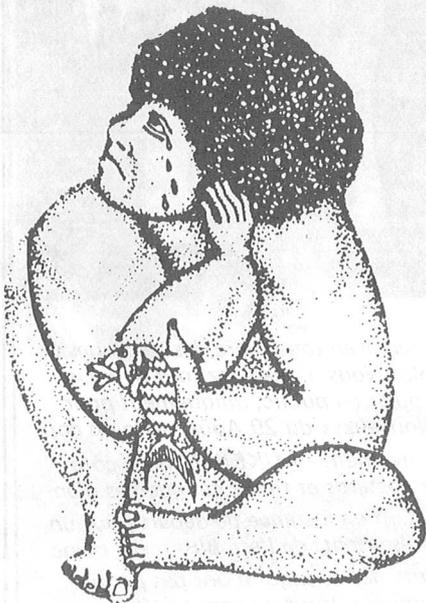
Seigneur je ne veux plus aller à leur école.

Guy TIROLIEN, *Bulles d'or, Présence Africaine.*

— MEA CULPA —

Qui suis-je vraiment ?
Un être à cheval sur le vide !
Ce que j'ai fait ?
Rien ! Rien de bon !
J'ai été à l'école des Blancs
J'ai enseigné à mes frères noirs
Les mêmes inepties
Que j'ai ingurgitées à la va-vite !
J'ai aliéné mes frères noirs
Je les ai frappés
Parce qu'ils parlaient mal
La langue de Voltaire
Parce qu'ils butaient
Sur les règles de Vaugelas !
Parce qu'ils ignoraient l'histoire de
France !
Que sais-je de ma langue, de mes langues ?
L'on m'a fabriqué pour ne rien comprendre !
« 1 + 1 = 0 », dans les mathématiques
des acculturés comme moi...

Ibrahima Sarr,
Laty (Sénégal).



Librairie
Edipop



apollinaire
ANOVA
ATABA

Préface Kanak 1929-1968

d'ATAÏ
A L'INDEPENDANCE



Préface de François BURCK
Association pour la création d'un Institut Kanak d'histoire moderne

EDIPOP - NOUMEA - 1984

Titres commandés : _____

NOM : _____

PRENOM : _____

ADRESSE : _____

Bon de commande à
retourner à EDIPOP BP
1671 NOUMEA

ASSOCIATION POUR LA FONDATION D'UN INSTITUT KANAK D'HISTOIRE MODERNE

Contribution à
"HISTOIRE
du PAYS KANAK"



EDITION IKS

LES PROVOCATEURS

Il n'y a pas d'autres termes pour qualifier les trois énergumènes qui sont venus faire leur « safari politico-photo-fêtards » en Kanaky.

L'arrogance, la provocation, le mépris à l'encontre du peuple kanak ont été de mise durant leur bref séjour.

Le leit-motiv de tous ceux (droite française et droite d'ici) qui se succéderont pendant la campagne électorale sera : « La Calédonie Française ».

Ça rappelle étrangement les accents « d'Algérie Française » d'il y a 25 ans.

D'ailleurs, ce sont les mêmes vieux chevaux (genre DEBRE et TIXIER-VIGNANCOURT) qui ont accouchés de plus jeunes émules (genre LEOTARD, LE PEN et MEDECIN).

Faut-il rappeler le dernier voyage des trois provocateurs MEDECIN - CHINAUD - LEOTARD et leur périple :

- 1/ Accueil à Magenta par la droite nouméenne
- 2/ Méchoui sur une propriété caldoche RPCR
- 3/ Provocation à la tribu de Saint-Philippo à Thio
- 4/ Visite à la tombe de TUAL après le monument aux morts
- 5/ Meeting à la mairie devant les ultras
- 6/ Grande bouffe chez le tristement célèbre MORINI en compagnie du kanak français de service UKEIWE
- 7/ Et pour clore le tout, un saut de parachutistes civils (comme par hasard) !.

Le tout accompagné de moult photos au jour le jour dans leur journal local « les Nouvelles ».

Ce périple en dit long sur ce qui nous attend durant tout le mois de septembre, avec la venue sur le territoire des grosses têtes de droite et d'extrême droite.

Ils ont quand même l'intention d'envoyer 130 mercenaires à l'entrée des bureaux de vote pour que les élections soient contrôlées « démocratiquement » disent-ils sans rire ! Et LEOTARD en tête à Thio ! Pourquoi pas CHIRAC à Lifou - LE PEN à l'Île des Pins et GISCARD à Bélep -

Bref, tout cela nous promet de belles provocations en perspective, avec certainement le but non-avoué de la droite, de faire casser les élections pour faire traîner et faire pourrir la situation jusqu'aux législatives de 86. En espérant mettre en place un statut « musclé » pour écraser le peuple kanak.

Si ces messieurs ont des fantasmes de ce genre pour égayer la campagne métropolitaine, c'est bien mal connaître la capacité de lutte et de résistance du peuple kanak. C'est faire peu de cas de ce grand mouvement qui a vu le jour un certain 18 novembre pour la libération de KANAKY.



Quelle brochette ! Entre la mairie de Thio et le Kuendu-Beach, les « Kanaks français de service accompagnent leurs maîtres à penser !

“IL N'A PAS À ROUGIR DE L'OEUVRE QU'IL A ACCOMPLIE”



BEN VOYONS! Après avoir accumulé les conneries en tout genre, les centaines de magouilles, le milliard de déficit et les kilos en plus, vous n'imaginez tout de même pas que Goïhe WAMO va nous faire le coup de rougir en public, uniquement pour nous faire plaisir! Cette photo parue dans les « Nouvelles » du 29 Août offre un contraste saisissant sur le « bilan clinique » du feu Gouvernement UKEIWE: d'un côté les 5 « mélanésiens loyalistes » engoncés dans leur costards et tirant des gueules d'enfer (Delin, souris un peu!) comme s'ils étaient en instance de départ pour un stage de recyclage à BELEP, de l'autre les 5 représentants de l'establishment blanc dont les sourires narquois trahissent la bonne santé des gens qui n'ont pas perdu leur temps à pleurer l'honneur perdu de la République. Vous imaginez l'effet boeuf qu'une telle photo aurait sur une affiche électorale?